



وكالة ترقية الاستثمارات في موريتانيا
AGENCE DE PROMOTION DES INVESTISSEMENTS EN MAURITANIE

DOSSIER DE CRÉATION

UNE PERSONNE
PHYSIQUE

DIRECTION DU GUICHET
UNIQUE DES ENTREPRISES



info@apim.gov.mr



www.apim.gov.mr

استثمر في موريتانيا # INVEST IN MAURITANIA

CRÉER UNE PERSONNE PHYSIQUE



DÉFINITION

Une entreprise individuelle est une forme simplifiée d'entreprise. Ce type d'entreprise est adapté pour une activité commerciale, industrielle ou artisanale. Ce statut ne nécessite pas d'apport minimal et il n'est pas possible d'avoir un associé.



DOSSIER À FOURNIR

- Formulaire unique de demande de création d'Entreprise dûment renseigné et signé ;
- Quatre (4) photocopies de la carte d'identité du demandeur, ou de la carte de résidence pour les étrangers résidents, ou du passeport pour les étrangers non-résidents ;
- Un extrait d'acte de mariage (ou toute autre pièce officielle tenant lieu portant la mention du régime matrimonial), s'il s'agit d'un demandeur étranger ;
- Deux (2) copies certifiées conformes du titre de propriété ou du contrat de bail + une facture d'électricité ou d'eau ;
- Une photocopie de l'autorisation administrative d'exercer l'activité déclarée, si nécessaire ;
- Deux (2) photocopies du certificat d'ouverture d'un compte bancaire ;
- Deux (2) photocopies de la pièce d'identité de chaque salarié déclaré ;
- Paiement des Frais de greffe du Tribunal de commerce sur les comptes « mobile banking » ouverts à cet effet.



BASES LÉGALES

- Décret n°2022-169 du 17 Novembre 2022, abrogeant et remplaçant le décret n°2014-076 du 29 mai 2014, portant création du formulaire unique de demande de création d'entreprises ;
- Arrêté n°1487/MJ/2021 du 13 décembre 2021, définissant les formulaires des demandes d'inscription au registre local du commerce et la déclaration du bénéficiaire effectif et les formulaires des demandes d'inscription et de recherche dans le Registre des sûretés Mobilières et la liste des actes et pièces justificatifs devant accompagner ces formulaires ;
- Décret n°2021-033 du 11 mars 2021, relatif au registre du Commerce et des sûretés Mobilières ;
- Loi n°2021-005 en date du 10 Février 2021, modifiant, complétant et abrogeant certaines dispositions de la loi n° 2000 - 005 du 18 janvier 2000, modifiée, portant Code du Commerce ;
- Loi n°2019-018 du 29 Avril 2019 portant Code Général des Impôts (Dispositions applicables depuis le 1er janvier 2020) ;
- Loi n°2021-007 du 22 Février 2021, modifiant certaines dispositions de la Loi n°67-039 du 03 Février 1967, instituant un régime de Sécurité Sociale ;
- Arrêté n°1974-116 du 17 septembre 1974 déterminant les modalités d'affiliation des employeurs et le versement des cotisations à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale.



وكالة ترقية الاستثمارات في موريتانيا
AGENCE DE PROMOTION DES INVESTISSEMENTS EN MAURITANIE

DOSSIER DE CRÉATION

UNE PERSONNE
MORALE

DIRECTION DU GUICHET
UNIQUE DES ENTREPRISES



info@apim.gov.mr



www.apim.gov.mr

استثمر في موريتانيا # INVEST IN MAURITANIA

CRÉER UNE PERSONNE MORALE



DÉFINITION

Une personne morale est une entité dotée de la personnalité juridique, ce qui lui permet d'être directement titulaire de droits et d'obligations en lieu et place des personnes physiques ou morales qui la composent ou qui l'ont créée.



DOSSIER À FOURNIR

- Formulaire unique de demande de création d'Entreprise dûment renseigné et signé ;
- Une copie certifiée conforme et trois (3) photocopies des statuts + facture d'électricité ou d'eau ;
- Une attestation de dépôt des statuts au greffe du Tribunal de Commerce ;
- Quatre (4) photocopies de la pièce justifiant de l'identité du gérant ou du dirigeant et des associés ;
- Deux (2) photocopies de la pièce d'identité de chaque salarié déclaré ;
- Attestation de dépôt de la partie du capital devant être libérée, délivrée par le dépositaire ou une déclaration du gérant d'avoir encaissé le montant lorsque le capital social dépasse 10 000 MRU ;
- Deux (2) photocopies du certificat d'ouverture d'un compte bancaire au nom de la société ;
- Une photocopie de l'autorisation nécessaire à l'exercice de l'activité, si nécessaire ;
- Paiement des Frais de greffe du Tribunal de commerce sur les comptes « mobile banking » ouverts à cet effet.



BASES LÉGALES

- Décret n°2022-169 du 17 Novembre 2022, abrogeant et remplaçant le décret n°2014-076 du 29 mai 2014, portant création du formulaire unique de demande de création d'entreprises ;
- Arrêté n°1487/MJ/2021 du 13 décembre 2021, définissant les formulaires des demandes d'inscription au registre local du commerce et la déclaration du bénéficiaire effectif et les formulaires des demandes d'inscription et de recherche dans le Registre des sûretés Mobilières et la liste des actes et pièces justificatifs devant accompagner ces formulaires ;
- Décret n°2021-033 du 11 mars 2021, relatif au registre du Commerce et des sûretés Mobilières ;
- Loi n°2021-005 en date du 10 Février 2021, modifiant, complétant et abrogeant certaines dispositions de la loi n° 2000 - 005 du 18 janvier 2000, modifiée, portant Code du Commerce ;
- Loi n°2019-018 du 29 Avril 2019 portant Code Général des Impôts (Dispositions applicables depuis le 1er janvier 2020) ;
- Loi n°2021-007 du 22 Février 2021, modifiant certaines dispositions de la Loi n°67-039 du 03 Février 1967, instituant un régime de Sécurité Sociale ;
- Arrêté n°1974-116 du 17 septembre 1974 déterminant les modalités d'affiliation des employeurs et le versement des cotisations à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale.



وكالة ترقية الاستثمارات في موريتانيا
AGENCE DE PROMOTION DES INVESTISSEMENTS EN MAURITANIE

DOSSIER DE CRÉATION

UN G.I.E

DIRECTION DU GUICHET
UNIQUE DES ENTREPRISES



info@apim.gov.mr



www.apim.gov.mr

استثمر في موريتانيا # INVEST IN MAURITANIA

CRÉER UN G.I.E



DÉFINITION

Deux ou plusieurs personnes physiques ou morales peuvent constituer entre elles, pour une durée déterminée un groupement d'intérêt économique en vue de mettre en œuvre tous les moyens propres à faciliter ou à développer l'activité économique de ses membres et à améliorer ou à accroître les résultats de cette activité. L'activité du groupement doit se rattacher essentiellement à l'activité économique de ses membres et ne peut avoir qu'un caractère auxiliaire par rapport à celle-ci, elle ne donne pas lieu par elle-même à réalisation et partage de bénéfices. Le groupement peut être constitué avec ou sans capital.



DOSSIER À FOURNIR

- Formulaire unique de demande de création d'Entreprise dûment renseigné et signé ;
- Une copie certifiée conforme du contrat de groupement ;
- Des photocopies des Extraits du registre de commerce des membres du groupement ;
- Des photocopies des Statuts des membres (personnes morales) du groupement ;
- Attestation de dépôt du contrat de groupement au greffe du Tribunal de commerce ;
- Un exemplaire de la liste certifiée conforme des gérants, administrateurs, dirigeants ou associés tenus indéfiniment et personnellement responsables ou ayant le pouvoir d'engager le groupement ;
- Quatre (4) photocopies de la pièce justifiant de l'identité du gérant ou du dirigeant ;
- Deux (2) photocopies de la pièce d'identité de chaque salarié déclaré ;
- Deux (2) photocopies certifiées conformes du titre de propriété ou du contrat de bail ou à défaut du titre d'occupation du siège social du groupement + Facture d'électricité ou d'eau ;
- Deux (2) photocopies du certificat d'ouverture d'un compte bancaire au nom du groupement ;
- Paiement des Frais de greffe du Tribunal de commerce sur les comptes « mobile banking » ouverts à cet effet.



BASES LÉGALES

- Décret n°2022-169 du 17 Novembre 2022, abrogeant et remplaçant le décret n°2014-076 du 29 mai 2014, portant création du formulaire unique de demande de création d'entreprises ;
- Arrêté n°1487/MJ/2021 du 13 décembre 2021, définissant les formulaires des demandes d'inscription au registre local du commerce et la déclaration du bénéficiaire effectif et les formulaires des demandes d'inscription et de recherche dans le Registre des sûretés Mobilières et la liste des actes et pièces justificatifs devant accompagner ces formulaires ;
- Décret n°2021-033 du 11 mars 2021, relatif au registre du Commerce et des sûretés Mobilières ;
- Loi n°2021-005 en date du 10 Février 2021, modifiant, complétant et abrogeant certaines dispositions de la loi n° 2000 - 005 du 18 janvier 2000, modifiée, portant Code du Commerce ;
- Loi n°2019-018 du 29 Avril 2019 portant Code Général des Impôts (Dispositions applicables depuis le 1er janvier 2020) ;
- Loi n°2021-007 du 22 Février 2021, modifiant certaines dispositions de la Loi n°67-039 du 03 Février 1967, instituant un régime de Sécurité Sociale ;
- Arrêté n°1974-116 du 17 septembre 1974 déterminant les modalités d'affiliation des employeurs et le versement des cotisations à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale.



وكالة ترقية الاستثمارات في موريتانيا
AGENCE DE PROMOTION DES INVESTISSEMENTS EN MAURITANIE

DOSSIER DE CRÉATION

DIRECTION DU GUICHET
UNIQUE DES ENTREPRISES



info@apim.gov.mr



www.apim.gov.mr

استثمر في موريتانيا # INVEST IN MAURITANIA

CRÉER UNE SUCCURSALE



DÉFINITION

La « succursale » est une entité secondaire sans personnalité juridique propre, dotée d'une certaine autonomie de gestion qu'une société dite « mère » décide d'implanter dans un certain espace géographique.



DOSSIER À FOURNIR (PERSONNE PHYSIQUE)

- Formulaire unique de demande de création d'Entreprise dûment renseigné et signé ;
- Extrait à jour du registre de commerce de la société mère ;
- Quatre (4) photocopies de la carte d'identité du directeur de la succursale, ou carte de résidence pour les étrangers résidents, ou le passeport pour les étrangers non-résidents ;
- Deux (2) photocopies de la pièce d'identité de chaque salarié déclaré ;
- Une photocopie de l'autorisation administrative d'exercer l'activité déclarée, si nécessaire ;
- Deux (2) photocopies certifiées conformes du titre de propriété ou du contrat de bail ou à défaut du titre d'occupation du principal établissement de la succursale + Facture d'électricité ou d'eau ;
- Deux (2) photocopies du certificat d'ouverture d'un compte bancaire au nom de la succursale ;
- Paiement des Frais de greffe du Tribunal de commerce sur les comptes « mobile banking » ouverts à cet effet.



DOSSIER À FOURNIR (PERSONNE MORALE)

- Formulaire unique de demande de création d'Entreprise dûment renseigné et signé ;
- Extrait à jour du registre de commerce de la société mère ;
- Une copie certifiée conforme et trois (3) photocopies des statuts ;
- Une copie certifiée conforme de la décision d'ouverture de la succursale et désignation de son directeur ;
- Quatre (4) photocopies de la carte d'identité du directeur de la succursale, ou carte de résidence pour les étrangers résidents, ou le passeport pour les étrangers non-résidents ;
- Deux (2) photocopies de la pièce d'identité de chaque salarié déclaré ;
- Une photocopie de l'autorisation administrative d'exercer l'activité déclarée, si nécessaire ;
- Deux (2) photocopies certifiées conformes du titre de propriété ou du contrat de bail ou à défaut du titre d'occupation du principal établissement de la succursale + Facture d'électricité ou d'eau ;
- Deux (2) photocopies du certificat d'ouverture d'un compte bancaire au nom de la succursale ;
- Paiement des Frais de greffe du Tribunal de commerce sur les comptes « mobile banking » ouverts à cet effet.



BASES LÉGALES

- Décret n°2022-169 du 17 Novembre 2022, abrogeant et remplaçant le décret n°2014-076 du 29 mai 2014, portant création du formulaire unique de demande de création d'entreprises ;
- Arrêté n°1487/MJ/2021 du 13 décembre 2021, définissant les formulaires des demandes d'inscription au registre local du commerce et la déclaration du bénéficiaire effectif et les formulaires des demandes d'inscription et de recherche dans le Registre des sûretés Mobilières et la liste des actes et pièces justificatifs devant accompagner ces formulaires ;
- Décret n°2021-033 du 11 mars 2021, relatif au registre du Commerce et des sûretés Mobilières ;
- Loi n°2021-005 en date du 10 Février 2021, modifiant, complétant et abrogeant certaines dispositions de la loi n° 2000 - 005 du 18 janvier 2000, modifiée, portant Code du Commerce ;
- Loi n°2019-018 du 29 Avril 2019 portant Code Général des Impôts (Dispositions applicables depuis le 1er janvier 2020) ;
- Loi n°2021-007 du 22 Février 2021, modifiant certaines dispositions de la Loi n°67-039 du 03 Février 1967, instituant un régime de Sécurité Sociale ;
- Arrêté n°1974-116 du 17 septembre 1974 déterminant les modalités d'affiliation des employeurs et le versement des cotisations à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale.